

L'importance de l'intellectuel public

L'expression « intellectuel public » fait parfois l'objet d'un certain dénigrement – dans le Canada anglais, du moins – comme si la profondeur de la pensée intellectuelle devait être inversement proportionnelle à l'habileté de communiquer. Un des objectifs de la Fondation Pierre Elliott Trudeau est de favoriser les débats publics éclairés sur des thèmes d'importance pour les Canadiens et les Canadiennes. La Fondation s'efforce donc de mobiliser des boursiers et des lauréats qui ont la volonté, voire l'enthousiasme, de partager leurs réflexions et d'engager les citoyens dans des débats sur des sujets qui les concernent, tout en offrant aux décideurs un vaste éventail de pistes pour faire face aux défis sociétaux.

Mais qu'est-ce qu'un « intellectuel public » ? Dans un livre publié récemment, la lauréate Trudeau 2003 Janice Stein définit l'intellectuel comme une « personne qui se passionne pour les idées » et l'intellectuel public comme une personne qui ajoute à cette passion un profond engagement pour une « participation citoyenne éclairée »¹. Cependant, l'engagement de la population n'est pas une

1. Nelson Wiseman (dir.), *The Public Intellectual in Canada* (Toronto: University of Toronto Press, 2013). Traduction libre.

chose toute simple, surtout si l'on pense aux milieux de recherche propres à chaque discipline ou au jargon spécialisé souvent imperméable à ceux qui œuvrent dans d'autres domaines.

L'engagement auprès de la population prend donc plusieurs formes. Il y a ceux qui *transposent* les résultats de recherche dans un langage plus accessible, ceux qui établissent des liens entre leur domaine et l'actualité sociale, économique ou politique et ceux qui ont la rare faculté de pouvoir apporter un éclairage judicieux sur des enjeux publics sans liens apparents avec leur propre domaine ou discipline. Les lauréats Trudeau actuels et anciens appartiennent à tous ces types d'intellectuels publics et agissent à ce titre comme d'excellents modèles pour la communauté des boursiers Trudeau.

A-t-on vraiment besoin d'intellectuels publics? Nous faisons face à un torrent d'informations, dont la plupart sont dénuées de contexte, un flot sans fin de nouvelles et de points de vue (la distinction entre les deux reste souvent floue ou inexistante). L'idée néolibérale voulant que le marché soit l'ultime arbitre laisse peu de place aux valeurs intrinsèques ou à l'expertise. L'opinion éclipse les connaissances, et tout un chacun brandit son opinion; comment pourrait-on être plus démocratique? Au lieu d'une quête de la vérité, on a droit à des sondages, des blogues, du journalisme à sensation et des politiques de division. Les problèmes complexes sont réduits à des clips sonores ou se perdent dans les oubliettes de l'océan public.

Les connaissances en soi n'ont pas de poids particulier dans une démocratie, comme l'a souligné Michael Ignatieff lors du colloque Trudeau de 2012. Mais pour demeurer forte, une démocratie doit pouvoir compter sur des citoyens éclairés face aux choix concurrentiels. En ce sens, des guides dignes de confiance peuvent nous aider à mieux discerner les éléments pertinents et crédibles. La démocratie puise sa force dans de sains débats autour d'enjeux qui touchent la population. On ne peut plus simplement s'en remettre aux élites pour prendre les bonnes décisions. Bien entendu, nous exigeons que les décisions politiques reposent sur les toutes dernières

connaissances ou données probantes, mais nous voulons en même temps participer à la prise de décision.

Les grandes préoccupations de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau, qui sont au centre des activités de la Fondation, revêtent encore plus d'importance de nos jours : la santé des écosystèmes, la résolution paisible des conflits, l'intégrité et la dignité des personnes, et l'essor de la citoyenneté responsable. Il ne s'agit pas là de concepts abstraits ; ces enjeux sont au cœur des débats actuels sur l'exploitation des ressources naturelles, sur la question des conflits perpétuels au Moyen-Orient et dans certaines régions d'Afrique, sur la notion de diversité et du statut des Autochtones au Canada ainsi que sur la dégradation des institutions de gouvernance.

Les auteurs des textes présentés dans cette édition des *Cahiers de la Fondation Trudeau* font état à la fois de leur passion des idées et de leur engagement pour une participation citoyenne. Leurs profondes connaissances se conjuguent au désir de communiquer et de mettre le savoir au service des grandes questions actuelles. Fort de sa vaste connaissance de l'Irlande du Nord, John McGarry démontre l'importance d'aller au-delà des certitudes ou des exposés de faits qui avancent une explication facile des conflits irrésolubles. Son expérience l'a mené (avec son collègue Brendan O'Leary) à proposer une analyse et des recommandations concrètes à ceux qui tentaient de trouver une solution à ce cycle interminable de violences.

Dans son texte, Daniel Weinstock se penche sur l'apport du philosophe à la réduction des méfaits un peu moins violents quoique fermement ancrés dans la société ; méfaits qui gravitent autour de controverses actuelles telles que le droit au suicide médicalement assisté, la sécurité du travail du sexe ou la réduction des dommages pour les toxicomanes – des sujets qui se sont tous trouvés devant la Cour suprême du Canada. Il souligne au passage l'importance de la recherche empirique, de l'interdisciplinarité et d'une volonté de s'investir dans la « bassesse du compromis » inhérente à la réalité des choix difficiles.

Macartan Humphreys met aussi l'accent sur la recherche empirique dans son étude des résultats de politiques et de programmes d'aide. Il s'agit, dans son cas, d'une démarche que plusieurs organismes ont adopté dans des pays de l'hémisphère sud. Le type de cueillette de données qu'il propose exige beaucoup de temps et d'argent et constitue un défi méthodologique; il est donc important d'en tirer des connaissances pertinentes et de faire en sorte que les résultats qui en découlent soient communiqués aux intéressés et compris par tous, même s'ils peuvent parfois déranger.

Les deux derniers textes traitent du rôle des universitaires socialement engagés. Ronald Rudin explique comment les populations tentent de comprendre leur passé et présente la notion d'*histoire publique*, concept qui a fait son apparition vers la fin du xx^e siècle. Il s'agit d'un moyen d'explorer les raisons qui ont mené les populations à leur propre compréhension du passé. Par ailleurs, sa façon d'employer divers moyens pour interpeller un vaste auditoire, notamment en favorisant le libre accès aux résultats de recherche, constitue une autre manifestation de ce qu'englobe le mot « public ».

Dans son texte, Haideh Moghissi nous rappelle que l'engagement social ou politique comporte un certain risque de marginalisation. Son exil forcé l'a menée à remettre en cause le rôle des intellectuels laïcs et libéraux indifférents aux menaces qui émanent de forces brandissant des promesses de libération dans les dictatures tyranniques et qui mettent en péril des valeurs telles que la démocratie ou l'égalité entre hommes et femmes. Elle remarque les mêmes œillères, ou ce qu'elle nomme « astigmatisme intellectuel », chez certains intellectuels occidentaux prompts à accepter l'« accommodement raisonnable » de pratiques religieuses, même si celles-ci mettent en péril l'égalité entre femmes et hommes. Son texte révèle une autre caractéristique de l'intellectuel public et fait voir qu'il faut beaucoup de courage pour présenter des points de vue moins populaires ou pour transformer les idées en gestes concrets.

A-t-on besoin d'intellectuels publics? Évidemment. Non pas pour nous dire comment penser, mais pour nous rappeler que la réflexion est indispensable à la citoyenneté responsable et que les problèmes complexes ne se résolvent pas à coup de solutions simplistes.

TIM BRODHEAD

Président et chef de la direction par intérim

La Fondation Pierre Elliott Trudeau

Décembre 2013